

« Les États-Unis entre uni-multilatéralisme de Woodrow Wilson à Georges W. Bush »

Jenny Raflik et Emilia Robin-Hivert

Les 18 et 19 janvier 2008 avait lieu le colloque annuel de l'Observatoire de la politique étrangère américaine (OPEA) placé sous la direction scientifique de Pierre Mélandri et de Serge Ricard. Il s'agissait de s'interroger sur la politique extérieure américaine tout au long du XX^e siècle et ses hésitations entre uni- et multilatéralisme. Les interventions ont mis en valeur l'ambivalence permanente de la politique américaine, tiraillée entre ces deux dimensions. Les discussions ont posé la question suivante : le wilsonisme est-il un slogan sans contenu, servant à couvrir des agissements contraires au wilsonisme d'origine ?

Régine Perron (Cergy-Pontoise) a tout d'abord proposé des définitions pouvant servir de base de travail, afin de montrer l'existence de certaines continuités de la politique américaine (libéralisme, capitalisme, etc.) ; elle expose ainsi comment l'unilatéralisme correspond à une interprétation de l'intérêt national américain. Elle a également montré l'existence de ruptures dans les pratiques, démontrant ainsi la réalité de la formule de Madeleine Albright : « Multilatéraux quand nous le pouvons, unilatéraux quand nous le devons ».

André Béziat (Perpignan) s'est intéressé à la dualité de la politique du Président Roosevelt, entre unilatéralisme à l'Ouest et multilatéralisme à l'Est, en fonction des deux idées maîtresses de sa politique, inspirées du Président Wilson : la fin du colonialisme et la volonté d'instituer une nouvelle association des nations.

Annick Cizel (Paris III) a analysé le plan Marshall en le comparant à la politique panaméricaine. Les conceptions unilatérales ont présidé à la fois à sa négociation et à sa pratique entre 1948 et 1952.

François David (Paris IV) a démontré l'importance que la définition de l'intérêt national américain avait sur le choix de l'uni- ou du multilatéralisme. Il a ainsi dégagé plusieurs périodes de l'administration Eisenhower. Entre 1953 et 1956, la politique de cette administration est surtout marquée par la volonté de multiplier les relais dans le monde, en faisant confiance aux Européens. Entre 1954 et 1956, les États-Unis reviennent, après le refus français de la CED, à une politique plus classique et plus unilatérale.

Jenny Raflik (Paris 1) a elle aussi évoqué l'administration Eisenhower, mais en se concentrant sur la politique du *New Look* et l'utilisation du cadre de l'OTAN par la présidence. Ce faisant, elle a montré le paradoxe d'une politique aux tentations hégémoniques, dans le cadre d'une alliance multilatérale, symbole de cette ambivalence permanente de la politique américaine.

Pierre Michel Durand (Paris III) a étudié le cas de trois ambassadeurs des États-Unis à l'ONU pour comparer leurs politiques et leurs appuis. Montrant que le rôle de l'ambassadeur est important pour expliquer la politique américaine aux

Nations Unies, il a démontré que ce poste illustre parfaitement, et peut-être plus que tout autre, le lien entre le multilatéral et l'unilatéral dans la politique extérieure américaine.

Gérard Bossuat (Cergy-Pontoise) a analysé le poids exercé par les Communautés européennes dans la définition de la politique des administrations américaines, montrant ainsi que la politique de soutien inconditionnel des États-Unis à la politique européenne prend fin avec Johnson, et qu'ensuite, la définition des intérêts nationaux américains semble entrer en contradiction avec cette politique européenne.

Valérie Aubourg (Paris IV) a présenté les réseaux atlantistes américains dans les années 1950 et 1960. Champions du multilatéralisme, ils étaient les héritiers des internationalistes de l'entre-deux-guerres et contribuaient à la diffusion, auprès de l'opinion mais surtout des décideurs, de l'idée de solidarité transatlantique.

Antoine Coppolani (Montpellier III) s'est intéressé à la vision du monde de Nixon et Kissinger, en montrant comment la conception d'un monde multipolaire par Nixon et Kissinger permettait aux États-Unis d'enrayer leur déclin mondial malgré les difficultés du Vietnam et les tensions avec les « pôles perdus » (Europe et Japon).

Édouard Husson (Paris IV) a analysé les relations entre les États-Unis et la République fédérale allemande au moment de la crise du dollar entre 1968 et 1979. Le rapport de force entre les deux pays s'inverse en 1978, avec un taux de change exceptionnellement bas entre le dollar et le deutschmark.

Cécile Letemplé (Paris X) a proposé une analyse de l'unilatéralisme de George W. Bush à la lumière des notions d'empire et d'exceptionnalisme, redevenus à la mode : l'unilatéralisme permet une synthèse entre aspiration à la puissance (pour défendre les intérêts américains) et défense de la démocratie (pour défendre les plus faibles).

Charles-Philippe David (UQAM) a ensuite analysé les erreurs décisionnelles de l'administration Bush en Irak. Le trop grand optimisme sur les conditions locales et l'absence de plan clair pour l'après-guerre se sont doublés d'un processus de décision faussé notamment par l'idéologie conservatrice, la « pensée de groupe » (Janis), la méconnaissance des leçons de l'histoire, les dysfonctionnements bureaucratiques (civils du Pentagone et NSC), les défaillances du renseignement.

Bill Keylor (Boston) est revenu sur l'héritage wilsonien. Même Kennan, qui en parlait comme d'un idéaliste, a évolué et perçu Wilson comme un précurseur et un visionnaire d'un ordre international et mondial. La création d'institutions doit assurer la défense de la démocratie qui permet un monde plus sûr. Un aspect souvent négligé du wilsonisme est son engagement en faveur de l'*arms control*. Dans ce schéma, les États-Unis ont une mission.

Frank Ninkovich (Saint John's) s'est intéressé au début qui s'est ouvert sur le wilsonisme à l'occasion de la guerre d'Irak. Il remarque que ce wilsonisme républicain (« *wilsonism with boots* ») est très différent de celui des démocrates, et renvoie à un « moment wilsonien » où les États-Unis deviennent une puissance mondiale.